

Déclaration Liminaire

Déclaration liminaire de la FNME CGT lors du CSE Ordinaire du 8 octobre 2024.

Madame la Présidente,

Tout d'abord le syndicat CGT Energie Formation apporte son soutien plein et entier aux trois camarades du syndicat CGT mines énergie de Limoges qui se sont vu embraquer manu militari le 24 septembre dernier et mis en garde à vue à la suite du mouvement social de lutte contre la réforme des retraites du premier semestre 2023. Cette répression syndicale, totalement démesurée et hors de propos visant à criminaliser l'expression syndicale est inadmissible. A fortiori 18 mois après les faits supposés. Mais le calendrier n'a rien d'hasardeux, en effet la démocratie a bien attendu que les grands événements médiatiques qu'étaient la coupe du monde Rugby, les jeux Olympiques et paralympiques soient bien terminer pour lancer les hostilités. En effet la propagande diffusée sur le dos de ces grands événements sportifs ne devait souffrir d'aucune tache qui aurait été portée notamment par un éventuel redémarrage de la contestation sociale attisée par des méthodes utilisées normalement dans des pays considérés comme des dictatures et non des démocraties.

Hasard du calendrier encore, cette rafle tombe deux jours après la nomination du nouveau gouvernement de droite extrême avec comme fer de lance son ministre de l'Intérieur prompt à réprimer toute action sociale ou syndicale.

Bref, quoi qu'il en soit, 2 élus CSE et un secrétaire général, embraqués menottés devant femmes et enfants gardé à vue sur la journée pour, finalement, être relâché sans aucune charge de retenue.

Alors nous le réaffirmons haut et fort, la répression à haute dose peut continuer, les élus et mandatés CGT sauront encaisser le coup...jusqu'à une certaine limite, car on en a tous...quand celle-ci sera atteinte, nous nous assiérons sur un banc, et vous regarderons, gérer, avec les autorités judiciaires et policières les conflits sociaux avec, en face, ce que l'on pourrait appeler des gilets jaunes en entreprises.

Dans un second temps, nous syndicat CGT énergie Formation sommes très inquiet de ce qui est en train de se mettre en place dans le secteur de l'énergie. En effet, coté Gaz, GRDF vient d'annoncer la couleur avec un plan dit de performance économique. Ce dernier est plus

qu'inquiétant, car il prévoit le doublement pur et simple d'un claquement de doigt de la durée de vie de ses ouvrages autant dire marche ou crève, plus de remplacement avant défaillance.

Mais c'est surtout un plan d'économie de 180 millions d'euros sur 4 ans de la masse salariale.

La direction refuse de parler ne serait-ce que de réorganisation, mais ce sont à terme 2200 emplois qui vont être supprimés et 13 sites qui seront fermés, nous sommes donc face à un plan social en règle.

Une première, à cette échelle dans les IEG...A quand les suivantes ?

Plan social qui aura des conséquences sur les conditions de travail et la sécurité des agents qui auront « la chance » de rester. Mais aussi pour les usagers, car le service public va s'en trouver, encore plus dégradé... N'oublions pas que GRDF assure les mises en en sécurité des interventions des pompiers sur les incendies. Qui dit moins d'agent, dit temps d'intervention plus long...tant et si bien qu'il y ai encore un agent pour intervenir....

Venons-en maintenant à notre entreprise. Comme nous l'avons déjà dénoncé dans une précédente déclaration, Luc Rémont a décidé de dégainer plus vite que son ombre et de torpiller une partie de la Dteam.

Cela a commencé par l'UNITEP, dont l'éclatement se finalise tranquillement. 2/3 des agents vont rejoindre la DTEO. Cette fameuse division de l'excellence opérationnelle ! Enfin là on est plutôt dans l'excellence opérationnelle de la Division. Diviser une unité stratégique pour la production. Diviser un collectif d'agents, qui travaillait avant de manière fluide au sein de la même unité. Diviser, au final, pour mieux régner....

Quand on voit aujourd'hui, les liens que tout agent peut avoir avec les pôles de la DTEO, il y a de quoi s'inquiéter. En effet que ce soit GCT, Informatique ou DIR mais quelle galère !

Au mieux si votre problème rentre pile poil dans le processus défini par on ne sait quel quidam, n'ayant que sa propre vision, en lien avec ses objectifs personnels que la direction lui impose là et seulement là, vous avez du pot, ça passe à peu près. Ok tout est impersonnel et déshumanisé, mais au moins c'est bon pour cette fois.

En revanche, si votre demande n'est pas prévue dans le processus, ou ne correspond pas pile poil aux diktats et bien là c'est fini. On parle bien d'un besoin particulier lié à votre situation personnelle, à votre métier qui a ses spécificités, votre outil de travail, votre environnement travail...bref vos conditions de travail au quotidien. Au moindre écart, vous vous retrouvez aspiré dans une spirale, faite de demande, des justifications, et des validations pour finalement se voir opposer refus, et autres non-réponses alambiquées qui dégradent vos conditions de



travail et sont sources de RPS. Alors ne nous méprenons pas, nous ne sommes pas ici en train de blâmer les premiers de corvée qui sont en première ligne et qui sont en train de nous renvoyer dans nos vingt-deux alors qu'eux-mêmes sont pressés comme des citrons. Eux aussi sont les victimes des réformes et réorganisations incessantes sur fond de suppressions de personnel au nom de la sacrosainte rentabilité.

Mais comment peut-on parler de rentabilité dans des services supports alors qu'ils ne vendent rien. Leur travail est portant crucial, car ils sont l'huile dans les rouages qui font que les services dit opérationnels fonctionnent sans se gripper.

Mais là une chose est claire, la multiplication des réformes, réorganisation, suppressions de postes et autres processus on bel est bien transformé ces services supports en services que l'on supporte....

Dans la continuité du torpillage, le dernier en date concerne la centrale de Cordemais. En effet, alors qu'un projet économiquement viable de reconversion est sur la table depuis plusieurs années. Que celui-ci porté par la seule CGT, dont nous tenions ici à saluer l'engagement, ce projet a aussi des soutiens politique locaux et nationaux très fort. Et bien non Luc à dégainé plus vite que son ombre pour dégommer le projet. Et tout ça avec l'appui d'une « Mathias Bones » (NDLR : Nom du croque-mort dans lucky-luke...) qui s'est empressée de se féliciter de, je cite, la fin du temps des chimères. Comme quoi quand on n'a rien à proposer pour pérenniser l'emploi, on peu se félicité de classer un dossier pour passer à autre chose... Les agents apprécieront.

Alors, madame la présidente, elle est pour qui la prochaine torpille ? L'UFPI ?

FIN DE DECLARATION

